

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2004 — 389

[2004/200211]

27 NOVEMBER 2003. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 15 mei 2003 tot bevordering van de evenwichtige aanwezigheid van mannen en vrouwen binnen de adviesorganen

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988 en 16 juni 1989;

Gelet op het decreet van 15 mei 2003 tot bevordering van de evenwichtige aanwezigheid van mannen en vrouwen binnen de adviesorganen, inzonderheid op artikel 3, vijfde lid;

Gelet op het advies nr. 35768/2 van de Raad van State, uitgebracht overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, gewijzigd bij de wet van 2 april 2003;

Op de voordracht van de Minister-President,

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o decreet : het decreet van 15 mei 2003 tot bevordering van de evenwichtige aanwezigheid van mannen en vrouwen binnen de adviesorganen;

2^o verzoeker : de Minister(s) onder wie betrokken orgaan of de benoemende overheid (overheden) bedoeld in artikel 3, tweede lid, van het decreet, ressorteert (ressorteren). Als de Regering de benoemende overheid is, is de Minister onder wie het adviesorgaan ressorteert, gemachtigd om als verzoeker namens de Regering op te treden.

Art. 2. De verzoeker richt de kennisgeving bedoeld in artikel 3, tweede lid, van het decreet aan de Minister. De kennisgeving wordt schriftelijk ingediend en bevat de volgende elementen :

- een afschrift van de normatieve tekst of van het ontwerp van normatieve tekst waarbij het orgaan wordt opgericht, alsook een afschrift van de besluiten die in voorkomend geval genomen werden om er de samenstelling en de werking van te regelen;

- de concrete samenstelling van betrokken adviesorgaan, op grond van de lijst van de gewone en plaatsvervangende leden bij de indiening van de kennisgeving;

- de gepaste motivering van de onmogelijkheid om te voldoen aan de voorwaarde die vastligt in artikel 3, eerste lid, van het decreet.

De kennisgeving die niet voldoet aan de voorwaarden bedoeld in dit artikel is niet ontvankelijk.

Art. 3. De Minister-President legt de kennisgeving voor aan de Regering binnen dertig dagen na ontvangst ervan.

Art. 4. Het besluit van de Regering waarbij de motivering als ongeschikt wordt beschouwd, wordt binnen vijftien dagen na de aanneming ervan door de Minister-President aan de verzoeker betekend.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Art. 6. De Minister-President is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 november 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 390

[2004/200175]

4 DECEMBRE 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 15 mai 2003 relatif à la prévention de proximité dans les villes et communes de Wallonie

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 15 mai 2003 relatif à la politique de prévention intégrée de proximité dans les villes et communes de Wallonie;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 5 juin 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 juillet 2003;

Vu l'avis du Conseil supérieur des villes et communes, donné le 7 octobre 2003;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 21 novembre 2003;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent arrêté fixe les modalités d'exécution du décret du 15 mai 2003 relatif à la prévention de proximité dans les villes et communes de Wallonie.

CHAPITRE II. — *Définition du plan de prévention de proximité*

Art. 2. Le plan de prévention de proximité, ci-après dénommé le plan, est un partenariat entre la Région et les autorités communales, conformément à l'article 4 du décret.

Le plan comprend les mentions minimales reprises à l'annexe 1 du présent arrêté.

CHAPITRE III. — *Mode de sélection des PPP subventionnés*

Art. 3. § 1^{er}. Les critères visés à l'article 6, alinéa 1^{er}, 1^o à 8^o, du décret sont obtenus, pour le territoire de chaque commune, par le calcul suivant, réalisé durant le quatrième trimestre de la deuxième année du triennat qui précède la date de prise d'effet du plan envisagé sur base des dernières données disponibles :

1^o le taux de bénéficiaires du revenu d'intégration, obtenu par le rapport établi entre le nombre de bénéficiaires du revenu d'intégration inscrits au centre public d'aide sociale, établi sur base des chiffres fournis par le Service public fédéral Sécurité sociale, et le nombre de demandeurs d'emploi inoccupés inscrits à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, établi sur base des chiffres fournis par l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'emploi, majorés du nombre d'actifs occupés, ci-après la population active, établi sur base des chiffres fournis par le Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale ;

2^o le taux d'enfants âgés de 6 à 18 ans scolarisés sur le territoire de la commune, obtenu par le rapport établi entre le nombre de ces enfants, établi sur base des chiffres fournis par la Communauté française, et le nombre d'enfants de la même tranche d'âge, établi sur base des chiffres fournis par l'Institut national des Statistiques;

3^o le taux de demandeurs d'emploi, obtenu par le rapport établi entre le nombre de demandeurs d'emploi inoccupés inscrits à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, établi sur base des chiffres fournis par l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, et la population active, établi sur base des chiffres fournis par le Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale ;

4^o le taux de ménage à revenu modeste et précaire, obtenu par le rapport établi entre le nombre de ces ménages, établi sur base des chiffres fournis par l'Institut national des Statistiques, et le nombre total de ménages, établi sur base des chiffres fournis par l'Institut National des Statistiques;

5^o le taux de logements sociaux, obtenu par le rapport établi entre le nombre de logements sociaux, établi sur base des chiffres fournis par la Société Wallonne du Logement, et le nombre total de logements, établi sur base des chiffres fournis par l'Institut national des Statistiques;

6^o le taux de ménages monoparentaux, obtenu par le rapport établi entre le nombre de ces ménages, établi sur base des chiffres fournis par l'Institut national des Statistiques, et le nombre total de ménages, établi sur base des chiffres fournis par l'Institut national des Statistiques;

7^o le taux de population résidant dans un parc résidentiel de week-end ou dans un camping, obtenu par le rapport établi entre le nombre de ces personnes, établi sur base des chiffres fournis par l'inventaire administratif de l'habitat permanent dans les campings et parcs résidentiels, et le nombre de personnes domiciliées dans la commune, établi sur base des chiffres fournis par l'Institut national des Statistiques;

8^o le nombre d'habitants inscrits dans le registre de la population.

§ 2. Il est établi trois catégories de communes :

- la catégorie 1 regroupe les communes dont la population est équivalente à 20 000 habitants

et plus;

- la catégorie 2 regroupe les communes dont la population est située entre 10 000 et 20 000 habitants;

- la catégorie 3 regroupe les communes dont la population est équivalente à 10 000 habitants et moins.

§ 3. Pour les critères 1^o à 7^o de l'article 3, § 1^{er}, on entend par « taux minimum moyen », le résultat de la moyenne arithmétique des taux des communes de la Région wallonne.

§ 4. Conformément à l'article 6, alinéa 2, du décret, est éligible au titre de la subvention du plan :

- toutes les communes de la catégorie 1;

- les communes de la catégorie 2 atteignant le taux minimum moyen pour au moins un des critères énoncés au § 1^{er};

- les communes de la catégorie 3 atteignant le taux minimum moyen pour au moins 2 des critères énoncés au § 1^{er}.

§ 5. En exécution des articles 2 et 3 du décret, des communes contiguës peuvent s'associer dans un partenariat cohérent et présenter un projet de plan. Toute commune éligible peut présenter un plan de prévention de proximité associant une (ou plusieurs) commune(s) non éligible(s). En s'associant à un plan, ces dernières sont réputées avoir renoncé au bénéfice du régime progressif de sortie visé à l'article 17 du décret.

Art. 4. En exécution de l'article 7 du décret, le projet de plan est réalisé par le collège des bourgmestre et échevins des autorités communales concernées et transmis au Ministre des Affaires intérieures au plus tard le 30 avril de la dernière année de mise en œuvre du plan.

Art. 5. Le Gouvernement, sur proposition du Ministre des Affaires intérieures, détermine la liste des plans dont la mise en œuvre est subventionnée et le montant de la subvention pour les trois années conformément à l'article 8 du décret.

Le Ministre des Affaires intérieures notifie à chaque commune la décision d'acceptation ou de refus de subventionnement au plus tard pour le 30 septembre de la dernière année du triennat qui précède la date de prise d'effet du plan envisagé.

Art. 6. En exécution de l'article 9 du décret, la commune ou les autorités communales participent au cofinancement du plan à concurrence de 25 % du montant de la subvention qu'il reçoit.

Les dépenses admissibles au titre de la subvention sont constituées des frais autorisés dans la liste figurant en annexe 2.

CHAPITRE IV. — *Fonctionnement*

Art. 7. Le chef de projet, ayant une expérience utile dans le domaine de la prévention, assure la gestion quotidienne du projet dans le respect des objectifs définis à l'article 3 du décret.

L'ensemble des acteurs travaille dans le respect de la charte déontologique élaborée sur le modèle établi conformément à l'annexe 3.

En application de l'article 12, alinéa 7 du décret, les autorités communales informent la Direction interdépartementale de l'Intégration sociale et la Direction générale des Pouvoirs locaux de la date de réunion de la commission de prévention de proximité au moins quinze jours avant la tenue de cette réunion.

CHAPITRE V. — *Evaluation*

Art. 8. Le rapport du collège des bourgmestre et échevins des autorités communales concernées, tel que prévu à l'article 13 du décret est approuvé par le conseil desdites autorités et transmis au Ministre des Affaires intérieures pour le 31 mars de l'année suivant l'année de mise en œuvre des actions évaluées. Le rapport financier joint au rapport du collège détaille les dépenses admissibles engagées ainsi que les moyens affectés aux actions réalisées par les autorités communales concernées, ainsi que les institutions et services associés conformément à l'article 4 du décret.

Le modèle de rapport est présenté à l'annexe 4.

Art. 9. En exécution de l'article 15 du décret, la Direction interdépartementale de l'Intégration sociale est chargée d'établir un rapport d'évaluation annuel et final du plan de chaque commune concernée sur base des documents transmis conformément à l'article 8, en concertation avec la Direction générale des pouvoirs locaux qui en assure le contrôle administratif et financier.

Le Ministre des Affaires intérieures est chargé de faire un rapport annuel sur l'ensemble des plans subventionnés et de le présenter au Gouvernement.

CHAPITRE VI. — *Assistance aux victimes dans les zones de police*

Art. 10. Nonobstant la reconnaissance par le Gouvernement wallon d'un plan, le Ministre des Affaires intérieures octroie à la commune de la zone de police concernée présentant le nombre d'habitants le plus élevé une subvention annuelle forfaitaire qui sera affectée à la commune pour la charge de traitement ou de rémunération de la personne chargée d'accompagner les services de police locale et d'améliorer l'accueil de première ligne des victimes dans la zone de police. Cette personne peut être intégrée au cadre administratif et logistique de la police locale et travaillera dans le respect des circulaires OOP15ter et PLP 10.

Cette personne a le titre de criminologue, sociologue, psychologue ou assistant social.

A défaut d'un accord de la commune présentant le nombre d'habitants le plus élevé, la subvention est octroyée une autre commune de la zone qui marque son accord, avec priorité à la commune présentant le nombre d'habitants le plus élevé après celle qui a refusé la subvention.

Les communes de la zone s'entendent sur l'utilisation des services du travailleur social visé à l'alinéa 1^{er} ainsi que sur la prise en charge des frais de fonctionnement de cette personne.

Le Ministre des Affaires intérieures désigne, par province, le(s) travailleur(s) social(aux) visé(s) à l'alinéa 1^{er}, qui assurera(ont), en outre, la coordination globale en matière d'aide aux victimes pour le territoire provincial concerné.

La subvention est liquidée au cours du premier trimestre de chaque année.

CHAPITRE VII. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 11. Par dérogation à l'article 3, § 1^{er}, et pour l'appel à projets relatif aux années 2004-2007, les critères visés à l'article 6, alinéa 1^{er}, 1^o à 8^o, du décret sont obtenus, pour le territoire de chaque commune, par le calcul déterminé au § 1^{er} de l'article 3, réalisé sur base des dernières données disponibles durant le quatrième trimestre de l'année 2002.

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur au jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 13. Le Ministre des Affaires intérieures est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 4 décembre 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ch. MICHEL

**PROJET
DE
PLAN DE PRÉVENTION
DE PROXIMITÉ**

2004 - 2007

Document d'identification N° 1

Nom de la (des) commune(s) :

.....

**Ce document doit être soumis au collège des bourgmestre et échevins et
adressé en trois exemplaires pour le 31 janvier 2004
au cabinet du Ministre Charles MICHEL**

Rue des Brigades d'Irlande, 2
5100 JAMBES

*Ce formulaire peut être obtenu par courrier électronique
auprès de la DIIS, ainsi que tout renseignement :*
Tél. : 081-32 84 50 - Fax : 081-32 84 79 - Courriel : diis@mrw.wallonie.be

1. Fiche d'identification du projet de Plan de prévention de proximité**1.1. Commune/Ville :**Ayant développé un PSI¹ en 2003 : Oui/Non

Adresse :

Téléphone :

Fax :

Adresse e-mail :

1.2. Commune(s) associée(s) :

- Commune :

Eligible : Oui / Non

- Commune :

Eligible : Oui / Non

- ...

1.3. Chef de projet du Plan de prévention de proximité² :

Nom, prénom :

Adresse :

Téléphone :

Fax :

Adresse e-mail :

**1.4. Délégué(e) du ou des collèges des bourgmestre et échevins - futur
Président de la Commission de prévention de proximité :**

Nom, prénom :

Adresse :

Téléphone :

Fax :

Adresse e-mail :

**1.5. Responsable(s) de la coordination sociale du (des) C.P.A.S. - futur(s) membre(s)
de la CPP :**

Nom, prénom :

Adresse :

Téléphone :

Fax :

Adresse e-mail :

1.6. Partenaires - futurs membres de la CPP :

| Institution | Nom, prénom | Adresse | Téléphone | Fax | Courriel |
|-------------|-------------|---------|-----------|-----|----------|
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |

(1) Plan social intégré.

(2) Issu du personnel de (des) commune(s) ou du (des) C.P.A.S.

- 3.3. **Public(s)-cible(s)** (décrivez le ou les publics-cibles visés par le PPP) :
-
- 3.4. **Impact attendu sur le(les) public(s)-cible(s)** (veuillez détailler par public-cible le cas échéant) :
-
- 3.5. **Impact sur l'emploi** (veuillez préciser quel sera l'impact du PPP en terme de création d'emplois directs ou indirects) : ..
-
- 3.6. **Echéancier** (veuillez préciser les délais prévus pour chaque étape de la mise en œuvre du PPP et illustrer par une ligne du temps) :
-
- 3.7. **Indicateurs d'évaluation** (veuillez expliquer les indicateurs envisagés, exemple : nombre de participants, réalisation d'activités, participation des partenaires au projet, création de dynamiques au sein des quartiers, capacité d'autonomie du public-cible ...) :
-
- 3.8. **Evaluation externe** (ce plan fera-t-il l'objet d'une évaluation autre que celle de la CPP ? Si oui, par qui (personne ou organisme) l'envisagez-vous et quels seront les outils méthodologiques utilisés pour l'évaluation ? Expliquez) :
-
-
-
-

4. Présentation des projets du Plan de prévention de proximité (art. 3 du décret)

Veuillez suivre le schéma suivant pour chacun des projets présentés dans le cadre du PPP :

4.1. **Projet 1 :**

- 4.1.1. **Nom du projet** :
- 4.1.2. **Axe de travail** (indiquez à quel(s) axe(s) se rattache le projet) :
-
- 4.1.3. **Objectifs opérationnels** (du projet) :
-
- 4.1.4. **Description du projet** (maximum 5 lignes) :
-
-
- 4.1.5. **Définition du(des) public(s)-cible(s)** (quartier, âge, nombre, origine ou nationalité) :
-
- 4.1.6. **Echéancier** (quels sont les délais fixés pour chaque étape du projet ?) :
-
-
-

4.1.7. **Emploi(s) affecté(s) au projet** :

.....

.....

.....

4.1.8. **Partenaire(s) participant au projet** (précisez lesquels et expliquez leur niveau d'implication) :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

4.2. **Projet 2** (veuillez procéder de la même manière que pour le projet 1, pour l'ensemble des projets proposés dans le PPP) :

4.2.1. **Nom du projet** :

.....

4.2.2. **Axe de travail** (indiquez à quel(s) axe(s) se rattache le projet) :

.....

.....

.....

4.3. **Projet 3** :

...

5. **Plan financier du projet de Plan de prévention de proximité³**

Veuillez préciser au point 5.1. le budget estimatif total qui sera consacré à l'ensemble du projet de Plan de prévention de proximité pour la période de 2004 à 2007, mais veuillez ne détailler à partir du point 5.2. et pour l'ensemble des points suivants que les montants pour l'année 2004 :

5.1. **Budget estimatif global pour la période 2004-2007** :

| LIBELLE | MONTANT |
|--------------------------------|---------|
| Le budget total du PPP sera de | |

5.2. **Budget estimatif global pour l'année 2004** :

| LIBELLE | MONTANT |
|--|---------|
| Le budget du PPP pour l'année 2004 sera de | |

(3) Tout renseignement sur cette section budgétaire peut être obtenu auprès de la D.G.P.L., téléphone 081-32 37 11

5.3. Tableau estimatif des frais de personnel pour l'année 2004 :

| LIBELLE | MONTANT |
|--|---------|
| Montant total des frais de personnel | |
| Montant du total des primes APE ou autres subventions similaires (à déduire du montant précédent) | |
| TOTAL DES FRAIS DE PERSONNEL (1) | |

5.4. Tableau estimatif des frais de fonctionnement pour l'année 2004 :

| LIBELLE | MONTANT |
|---|---------|
| Téléphone, frais de port et d'envoi, petit matériel de bureau, frais d'animation, location de salles de travail et de réunion, entretien et charges, frais de secrétariat, frais de déplacement, achat de documentation, frais de formation, divers,... | |
| TOTAL DES FRAIS DE FONCTIONNEMENT (2) | |

5.5. Tableau estimatif des frais d'infrastructure pour l'année 2004 :

| LIBELLE | MONTANT |
|--|---------|
| Achats, travaux et matériel de restauration, équipement en matériel, autres achats,... | |
| TOTAL DES FRAIS D'INFRASTRUCTURE (3) | |

5.6. Budget estimatif global pour l'année 2004 :

| LIBELLE | MONTANT |
|--|---------|
| Total des frais de personnel, de fonctionnement, d'infrastructure et des autres frais (1+2+3) |1 |

(1) Veuillez noter que ce montant repris au point 5.6. doit être identique à celui repris à la première ligne du point 5.2. (budget total du PPP).

Remarques éventuelles :**6. Signatures**

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement du 4 décembre 2003 portant exécution du décret du 15 mai 2003 relatif à la prévention de proximité dans les villes et communes de Wallonie.

Namur, le 4 décembre 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ch. MICHEL

Le (les) Secrétaire(s)
communal(ux),

Le (les) Bourgmestre(s),

| |
|--|
| PLAN DE PREVENTION DE PROXIMITE |
|--|

JUSTIFICATION ET ADMISSIBILITE DES DEPENSES POUR LES COMMUNES

L'arrêté d'exécution du décret du 15 mai 2003 relatif à la prévention de proximité dans les villes et communes de Wallonie prévoit l'engagement de la commune à participer au cofinancement du projet, à concurrence de 25 % du montant octroyé par la région wallonne.

Il n'y a pas lieu d'intégrer aux dépenses les charges inhérentes au fonctionnement habituel de l'administration communale.

Le collège des bourgmestre et échevins adresse à la Direction générale des Pouvoirs locaux, sur le formulaire établi par cette dernière, un rapport financier déclaration de créance, appuyé des pièces justificatives de l'emploi de la subvention.

Les pièces justificatives des frais de personnel sont les attestations du receveur communal relative à la liquidation du salaire, ou à la prise en charge APE perçue dans le cadre du projet.

Les pièces justificatives des frais de fonctionnement et d'investissement sont les décisions d'attribution de marchés ou les factures, tickets de caisse, titres de transport, bordereaux.

L'inventaire des pièces justificatives numérotées est certifié conforme par le receveur communal ou le fonctionnaire délégué; à défaut d'inventaire et de numérotation, chaque pièce justificative est certifiée conforme par le Receveur communal ou le fonctionnaire délégué.

1. FRAIS DE PERSONNEL

Les frais concernant les personnes engagées spécifiquement à la réalisation du projet peuvent être pris en charge.

Ces salaires sont justifiés par une attestation du receveur communal relative à la liquidation du salaire; ou une attestation du receveur communal relative à la prise en charge A.C.S. perçue dans le cadre du projet...

Une quote-part du traitement des fonctionnaires chargés du fonctionnement normal de l'administration communale ne peut être prise en charge, à moins qu'il s'agisse de fonctionnaires affectés comme agents traitants dans le cadre du plan.

En ce qui concerne les vacataires : une déclaration de créance reprenant les références complètes de la personne, le type de prestations, le lieu et les heures de prestation, le salaire horaire ou mensuel, le montant total perçu ainsi que la forme de paiement (chèque ALE, chèque bancaire, virement, etc) ainsi que la mention « certifiée sincère et véritable » et signé par toutes les parties.

Pour les étudiants : un contrat établi en bonne et due forme ainsi que les preuves de paiements sous forme de reçu ou fiche de paie, reprenant les coordonnées exactes et complètes de toutes les parties.

2. FRAIS DE FONCTIONNEMENT

Les frais de fonctionnement sont pris en charge pour autant qu'ils soient liés directement à la réalisation du projet.

Frais de téléphone

Les frais relatifs aux communications téléphoniques sont pris en compte sur base des factures émises par Belgacom ainsi que les factures relatives aux abonnements GSM (détaillées par agent).

S'il n'y a pas une ligne téléphonique particulière attribuée au plan, le receveur communal doit établir une attestation reprenant le coût estimatif des communications relatif au programme.

Frais de Port et d'Envoi

Les frais de port et d'envoi sont pris en charge sur base d'un bordereau reprenant le cachet de la poste ainsi que le montant de la transaction (achat de timbres, recommandés, envoi de colis, taxi-post, etc).

Frais de location de salle

Les frais concernant la location de salles de travail, de réunion, etc, sont pris en charge sur base d'une déclaration du bailleur reprenant le coût horaire ou journalier de la location.

L'utilisation de locaux appartenant à la commune, au C.P.A.S. ou à toute association gérée par l'administration communale ne peut pas être pris en charge.

Frais d'entretien et charges afférents aux locaux

Les frais relatifs à l'entretien et aux charges ne sont pris en compte que si leur affectation directe est clairement établie sur base de factures d'organismes reconnus (gaz, électricité, eau, etc).

Frais d'animation

Les frais d'animation, de supervision, de formation et d'accompagnement sont pris en charge lorsque les intervenants sont spécifiquement affectés à des activités directement liées au projet.

Les frais liés à la réalisation d'animation sont justifiés par des factures, des tickets de caisse et autres billets d'entrée qui font également office de facture.

Les frais de restauration concernant la réalisation du projet sont pris en charge, à l'exception de tous frais personnels.

Frais de déplacement

Les frais de déplacement des participants, des animateurs et de tout autre intervenant concerné sont pris en charge. Il est à noter que seuls les frais afférents à des déplacements effectués en train ou en voiture privée peuvent être pris en compte et doivent être justifiés, soit par un titre de voyage (carte de tram, billets de chemin de fer, GO-PASS, etc), soit par une déclaration sur l'honneur reprenant la destination, la raison et le kilométrage des déplacements effectués en voiture privée.

Les trajets du domicile au travail ne sont pas pris en compte.

Aucun montant forfaitaire lié aux frais de déplacement ainsi que les frais de carburant ne sont pris en considération.

Si le PPP d'une commune a acheté un véhicule, les frais d'entretien, taxes, carburant et assurance ne sont pas pris en charge.

Frais d'assurance

Les frais résultant de la conclusion de contrats d'assurance nécessaires à la réalisation des actions dans de bonnes conditions de sécurité sont acceptées. Il est rappelé ici que pour les actions de courte durée, seule la partie de la prime d'assurance correspondant à la période de déroulement de l'action peut être prise en compte.

Frais de documentation

L'achat de livres et de documentations diverses tels que les revues et les journaux sont pris en compte.

Frais de secrétariat

A l'instar des autres frais, les dépenses en secrétariat sont détaillées et justifiées.

Les montants forfaitaires ne sont pas pris en considération.

3. FRAIS D'INVESTISSEMENT ET D'INFRASTRUCTURE

Les frais d'investissement en travaux de réparation et fournitures nécessaires au bon fonctionnement du projet sont pris en compte et ce, à condition que les adjudicataires et fournisseurs soient choisis dans le respect des règles usuelles en vigueur dans les communes, notamment les lois et arrêtés relatifs aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Les travaux réalisés doivent avoir trait à l'aménagement des locaux directement affectés à la réalisation du projet subsidié et ces locaux doivent rester affectés à la réalisation du projet.

Pour tout investissement en infrastructure, plusieurs devis des travaux doivent être demandés et ceux-ci sont présentés en annexe de la facture finale.

4. FRAIS DIVERS

Un certain nombre de frais imprévus ou extraordinaires peuvent se présenter pendant la réalisation du projet et ne pas avoir été prévus au budget.

Leur prise en charge éventuelle ne peut être appréciée que sur base de justifications développées par le chef de projet et avis de la commission de prévention de proximité, et doivent faire l'objet d'une demande écrite de la commune au Ministre des Affaires intérieures.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement du 4 décembre 2003 portant exécution du décret du 15 mai 2003 relatif à la prévention de proximité dans les villes et communes de Wallonie.

Namur, le 4 décembre 2003.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ch. MICHEL

**CHARTRE DE DEONTOLOGIE RELATIVE A LA PREVENTION DE PROXIMITE
DANS LES VILLES ET COMMUNES DE WALLONIE**

La présente charte de déontologie s'adresse à tous les acteurs et services, employés dans le cadre du plan par les autorités communales concernées, ou qui, dans le cadre de la convention de partenariat visée à l'article 12 du décret du 15 mai 2003 relatif à la prévention de proximité dans les villes et communes de Wallonie, dénommées ci-après les intervenants, collaborent à l'application du décret du 15 mai 2003 relatif à la prévention de proximité dans les villes et communes de Wallonie qui ont pour mission dans ce cadre de prévenir le décrochage social au sens large par une politique de quartier transversale et adaptée.

Cette charte de déontologie constitue un cadre minimum commun à respecter par les intervenants. Sans préjudice du cadre minimum commun, sur proposition de la commission de prévention visée à l'article 12 du décret précité, les autorités communales concernées peuvent compléter cette charte en fonction des réalités locales qu'elles connaissent.

Article 1^{er}. Sans préjudice des règles déontologiques spécifiques à leur profession, les intervenants veillent à respecter également la présente charte de déontologie.

Art. 2. Les intervenants développent une politique de quartier transversale et adaptée visant la prévention du décrochage social au sens large. Les actions menées visent également à l'épanouissement de chacun dans son milieu de vie. L'approche sociale développée a un regard global et pluriel des réalités complexes coexistants sur les différents terrains ciblés.

Les intervenants veillent à proposer les actions qui ont les meilleures chances de succès. Ils ont le devoir d'envisager des actions adaptées et accessibles aux personnes. Les intervenants agissent dans le respect des singularités et le droit à l'autodétermination du public touché.

L'action de l'intervenant se conçoit à travers quatre axes de travail :

- L'axe communautaire
- L'axe collectif
- L'axe individuel
- L'axe institutionnel

L'axe communautaire : les actions de l'intervenant ne peuvent se dissocier des contextes dans lesquels il agit. Il tient de ce fait compte de l'ensemble des acteurs potentiels pouvant interagir.

L'axe collectif : l'intervenant est en contact direct avec la population. Son action vise à soutenir et accompagner, mais aussi faire émerger, des projets autonomes et/ou autogérés par ceux-ci dans une dynamique éducative et émancipatrice.

L'axe individuel : cet axe se veut être un accueil et une première écoute. En réponse aux demandes formulées par le public cible, un accompagnement peut s'engager. Celui-ci doit être non-stigmatisant et ne peut se concevoir que dans une perspective d'approche globale ne se dissociant pas des réalités quotidiennes. Cet accompagnement individuel doit s'envisager comme une démarche participative à caractère pédagogique qui vise à l'émancipation et à l'autonomie de la personne.

L'axe institutionnel : de par leur proximité avec les réalités quotidiennes, les intervenants ont un rôle d'interpellation et de sensibilisation auprès des acteurs publics, politiques, économiques, culturels et sociaux. La commission de prévention permet d'assurer cette communication et coopération entre les différents acteurs.

Art. 3. Les intervenants ne peuvent en aucun cas imposer leurs convictions philosophiques, religieuses ou politiques aux bénéficiaires du plan de prévention de proximité. Ces convictions ne peuvent entraîner de prosélytisme auprès du bénéficiaire.

Dans le respect de l'intérêt des personnes, de leurs droits et obligations, de leurs besoins, de leurs aptitudes et des dispositions légales en vigueur, l'intervenant veille à respecter et à favoriser l'exercice d'une citoyenneté active en ce qui concerne l'épanouissement physique, mental, spirituel, moral et culturel de chacun.

L'expression des valeurs éthiques des bénéficiaires doit être respectée sauf si elle est contraire à la loi au sens large.

Art. 4. Les intervenants ont un devoir de formation et d'information permanentes.

Ils ont l'obligation de remettre en question régulièrement leurs pratiques professionnelles et veillent à les adapter à l'évolution des connaissances et des conceptions.

Art. 5. Les intervenants s'abstiennent de toute attitude susceptible de nuire à la crédibilité de leur fonction auprès des bénéficiaires de l'aide.

Art. 6. Les intervenants ont l'obligation, dans les limites du mandat de l'usager, du respect de la loi et du secret professionnel, de travailler en collaboration avec toute personne ou service appelé à traiter une même situation.

La collaboration entre les acteurs de terrain suppose une connaissance mutuelle des services, de leurs objectifs, de leur cadre réglementaire, de leurs compétences et spécificités ainsi que des personnes travaillant dans ces services. Les intervenants sont dès lors tenus de développer cette connaissance par les contacts nécessaires en vue de favoriser la collaboration entre services.

La collaboration entre les services suppose la délimitation et le respect du rôle et des compétences de chacun des acteurs, ainsi qu'un échange d'informations. Cet échange doit s'effectuer avec la collaboration des personnes concernées, celles-ci demeurant au centre de l'action.

Les intervenants adoptent une attitude claire par rapport à la situation et aux autres intervenants. Ils ont le devoir de s'informer des actions déjà entreprises et de respecter les choix opérés par les intervenants précédents sans être nécessairement liés à ces choix pour l'avenir.

La collaboration entre les services et les intervenants doit permettre la recherche de la solution la plus efficace, la plus simple et la plus proche des personnes concernées.

La collaboration suppose aussi le respect du lien privilégié qu'un bénéficiaire d'aide a établi avec un service ou un intervenant auquel il fait confiance.

Art. 7. Les pratiques professionnelles des intervenants ne peuvent s'inscrire dans un contexte de contrôle social.

Sans préjudice des dispositions prévues à l'article 12, tout renseignement de nature personnelle, médicale, familiale, scolaire, professionnelle, sociale, économique, ethnique, religieuse, philosophique, relatif à un bénéficiaire de l'aide ne peut être divulgué. Il ne peut être transmis qu'à des personnes tenues au secret professionnel, si cette communication est rendue nécessaire par les objectifs de l'action entreprise et si elle est portée préalablement à la connaissance du bénéficiaire et, s'il échet, de ses représentants légaux.

L'identité des intervenants qui sont détenteurs de tout renseignement de nature personnelle au sujet d'un bénéficiaire doit être portée à la connaissance de celui-ci et, s'il échet, de ses représentants légaux.

Les intervenants communiquent aux bénéficiaires les informations qui les concernent, soit à la demande de ceux-ci, soit si les intervenants estiment que cette communication est susceptible de favoriser l'épanouissement des bénéficiaires. Les intervenants veillent à ce que les informations soient transmises de manière à ne pas perturber gravement le bénéficiaire.

Les informations personnelles concernant d'autres personnes impliquées dans l'aide accordée au bénéficiaire ne peuvent lui être communiquées que moyennant l'accord de celle-ci et si cette transmission est conforme à la réalité de cette aide.

Art. 8. Les intervenants s'assurent que le bénéficiaire ou ses représentants apprécient en pleine connaissance de cause la nécessité, la nature et la finalité des actions ainsi que ces conséquences et puissent dès lors faire valoir leurs droits.

Ils sont tenus de formuler leurs propositions et décisions relatives à cette aide dans un langage compréhensible et lisible énonçant, sous réserve du respect du secret professionnel et de la vie privée d'autrui, les considérations de droit et de fait qui les fondent.

Le bénéficiaire de l'aide a droit à une information complète quant aux aides matérielles, médicales et psychosociales dont il est susceptible de bénéficier, notamment en fonction de l'état actuel des connaissances et des législations en vigueur.

Art. 9. Afin d'aider les autorités communales à l'élaboration du plan de prévention de proximité, l'intervenant procède à l'analyse des besoins locaux en matière de prévention du décrochage social.

Il veille à prendre conscience de ses possibilités personnelles, de ses limites professionnelles et à agir dans la mesure de celles-ci.

Confronté à une situation susceptible de compromettre gravement la santé, la sécurité ou les conditions d'existence d'une personne et qu'il estime ne pouvoir assumer valablement, il a le devoir d'en référer à d'autres intervenants dont l'action serait plus appropriée ou s'il échet aux autorités compétentes.

L'intervenant est tenu d'en informer le bénéficiaire.

Art. 10. Les intervenants sont tenus de respecter le secret professionnel. Ce respect doit être compris comme étant une obligation contractée à l'égard du bénéficiaire de l'aide garantissant la confiance que ce dernier doit pouvoir trouver auprès des intervenants et des services. En aucun cas il ne peut servir à protéger l'intervenant lui-même.

L'intervenant est tenu au secret professionnel en ce qui concerne les informations portées à sa connaissance, les initiatives qu'il est amené à prendre dans le cadre des demandes d'aide qui lui sont adressées et le contenu de ses dossiers.

Il garantit notamment ce secret à propos de l'organisation des actions, de leur teneur et de ce qui en résulte. Il assure également le secret de toute correspondance adressée dans le cadre de ses actions.

Appelé à témoigner en justice, l'intervenant se montrera soucieux de l'intérêt du/des bénéficiaires.

Dans un souci d'aide, l'intervenant peut coopérer avec d'autres personnes ou services chaque fois que l'intérêt du bénéficiaire de l'action l'exige. Cette collaboration doit être portée à la connaissance du bénéficiaire de l'action. Elle doit s'exercer dans la discrétion et n'autorise que l'échange de faits et d'informations indispensables à la prise en charge.

Dans l'impossibilité d'agir personnellement pour défendre les intérêts ou la sécurité du bénéficiaire de l'aide, de sa famille ou de tiers gravement menacés, l'intervenant peut invoquer l'état de nécessité pour transmettre aux autorités compétentes les informations nécessaires.

Lorsqu'à des fins d'enseignement, de recherche ou d'informations, l'intervenant est amené à utiliser ou transmettre des renseignements sur les bénéficiaires, il est tenu de garantir l'anonymat et le respect de la vie privée en ce qui les concerne.

Art. 11. Eu égard au respect de la vie privée, les intervenants doivent s'abstenir de participer ou de contribuer à la diffusion et à la publication d'informations par le biais d'un quelconque support médiatique, de nature à permettre l'identification des bénéficiaires de l'aide.

Il ne peut y être dérogé que si l'intérêt de la personne le justifie et avec l'accord de celui-ci s'il est capable de discernement ou, dans le cas contraire, de ceux qui administrent sa personne.

Art. 12. L'employeur ou son mandataire doit s'assurer que le comportement des personnes qu'il occupe n'est pas de nature à être préjudiciable aux bénéficiaires de l'aide qui leur sont confiés.

Tout intervenant, engagé ou non dans le cadre d'un contrat de travail, doit être reconnu de bonne vie et mœurs et doit pouvoir en attester.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement du 4 décembre 2003 portant exécution du décret du 15 mai 2003 relatif à la prévention de proximité dans les villes et communes de Wallonie.

Namur, le 4 décembre 2003.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ch. MICHEL

Plan de prévention de proximité 2003

rapport d'évaluation de la (des) commune(s) de

.....

Document à compléter et à renvoyer en trois exemplaires pour le au cabinet du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique, rue des Brigades d'Irlande, 2 à 5100 Jambes.

PLAN DE PREVENTION DE PROXIMITE

1. IDENTIFICATION DE LA (DES) COMMUNE(S)

Commune :

Code postal :

Province :

Arrondissement :

Nombre d'habitants :

Si plusieurs communes mettent conjointement en œuvre un Plan, les informations ci-dessus doivent être données pour chacune d'entre elles.

2. IDENTIFICATION DES ACTEURS DU PLAN

Président, délégué(e) du (d'un des) Collège(s) :

Vice-Président, délégué(e) du (d'un des) C.P.A.S. :

Chef de projet :

Formation :

Fonction :

Date d'engagement :

Adresse :
.....
.....

Téléphone :

Fax :

Adresse de courrier électronique :

3. PARTENARIAT

| Nom et adresse du partenaire | Nom du responsable | Objet du partenariat mis en place à travers le Plan |
|------------------------------|--------------------|---|
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

4. Missions définies dans le PLAN

Action 1 :

Action 2 :

Action 3 :

...

5. METHODOLOGIE DEFINIE DANS LE PLAN

...

6. EVALUATION DES ACTIONSAction 1 :

— L'action vise à :

- répondre aux besoins locaux en matière de prévention de la précarisation, de la pauvreté, et de l'exclusion;
- répondre aux besoins locaux en matière de réduction des risques liés à la toxicomanie;
- retisser les liens sociaux, intergénérationnels et interculturels;
- répondre aux besoins locaux en matière de prévention de la délinquance et d'assistance aux victimes.

— Description :

— Partenaires :

— Public atteint :

- Nombre total de personnes :
- Type de public (tranche d'âge, statut, origine,...) :
- Dans quelle mesure les objectifs ont-ils été atteints ?
- Quelles difficultés ont été rencontrées à la mise en œuvre de l'action ?
- Comment ces difficultés ont-elles été surmontées ?
- Si certains objectifs n'ont pas été atteints, pourquoi ?
- Réorientation éventuelle de l'action, si oui pourquoi ? :

Action 2 :

Idem

Action 3 :

Idem

7. Signatures

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement du 4 décembre 2003 portant exécution du décret du 15 mai 2003 relatif à la prévention de proximité dans les villes et communes de Wallonie.

Namur, le 4 décembre 2003.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ch. MICHEL

Le(s) Secrétaire(s) communal(aux),

Le(s) Bourgmestre(s),

—————

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 390

[2004/200175]

4 DECEMBER 2003. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 15 mei 2003 betreffende de buurtpreventie in de Waalse steden en gemeenten

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 15 mei 2003 betreffende de buurtpreventie in de Waalse steden en gemeenten;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 5 juni 2003;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 24 juli 2003;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 7 oktober 2003;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit besluit stelt de wijze van uitvoering van het decreet van 15 mei 2003 betreffende de buurtpreventie in de Waalse steden en gemeenten vast.

HOOFDSTUK II. — *Definitie van het buurtpreventieplan*

Art. 2. Het buurtpreventieplan, hierna het plan genoemd, is een samenwerkingsverband tussen het Gewest en de gemeenteoverheden, overeenkomstig artikel 4 van het decreet.

Het plan bevat de minimumvermeldingen opgenomen in bijlage 1 bij dit besluit.

HOOFDSTUK III. — *Selectiewijze van de gesubsidieerde plannen*

Art. 3. § 1. De criteria bedoeld in artikel 6, eerste lid, 1° tot en met 8°, van het decreet worden voor het grondgebied van elke gemeente verkregen door de volgende berekening, doorgevoerd tijdens het vierde kwartaal van het tweede jaar van de periode van drie jaar die voorafgaat aan de datum waarop het op grond van de laatst beschikbare gegevens vooropgesteld plan uitwerking heeft :

1° het percentage leefloongerechtigden, verkregen door de verhouding vastgesteld tussen het aantal leefloongerechtigden ingeschreven bij het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, vastgesteld op grond van de cijfers verstrekt door de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid, en het aantal niet-werkende werkzoekenden ingeschreven bij het "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), vermeerderd met het aantal werkenden, hierna beroepsbevolking genoemd, vastgesteld op grond van de cijfers verstrekt door de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Werk en Sociaal Overleg;

2° het percentage van zes- tot achttienjarige kinderen die op het grondgebied van de gemeente schoolgaand zijn, verkregen door de verhouding vastgesteld tussen het aantal van die kinderen, vastgesteld op grond van de cijfers verstrekt door de Franse Gemeenschap, en het aantal kinderen uit dezelfde leeftijdsgroep, vastgesteld op grond van de cijfers verstrekt door het Nationaal Instituut voor de Statistiek;

3° het percentage werkzoekenden, verkregen door de verhouding vastgesteld tussen het aantal niet-werkende werkzoekenden ingeschreven bij het "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi", vastgesteld op grond van de cijfers verstrekt door het "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi", en de beroepsbevolking, vastgesteld op grond van de cijfers verstrekt door de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Werk en Sociaal Overleg;

4° het percentage gezinnen met een bescheiden inkomen en die in een bestaansonzekere toestand verkeren, verkregen door de verhouding vastgesteld tussen het aantal van die gezinnen, vastgesteld op grond van de cijfers verstrekt door het Nationaal Instituut voor de Statistiek, en het totaal aantal gezinnen, vastgesteld op grond van de cijfers verstrekt door het Nationaal Instituut voor de Statistiek;

5° het percentage sociale woningen, verkregen door de verhouding vastgesteld tussen het aantal sociale woningen, vastgesteld op grond van de cijfers verstrekt door de "Société wallonne du Logement" (de Waalse Huisvestingsmaatschappij) en het totaal aantal woningen, vastgesteld op grond van de cijfers verstrekt door het Nationaal Instituut voor de Statistiek;

6° het percentage éénoudergezinnen, verkregen door de verhouding vastgesteld tussen die gezinnen, vastgesteld op grond van de cijfers verstrekt door het Nationaal Instituut voor de Statistiek, en het totaal aantal gezinnen, vastgesteld op grond van de cijfers verstrekt door het Nationaal Instituut voor de Statistiek;

7° het percentage van de bevolking dat in een weekendverblijfspark of op een camping verblijft, verkregen door de verhouding vastgesteld tussen het aantal van die personen, vastgesteld op grond van de cijfers verstrekt door de bestuurlijke inventaris van de permanente bewoning van campings en verblijfparken, en het aantal personen met woonplaats in de gemeente, vastgesteld op grond van de cijfers verstrekt door het Nationaal Instituut voor de Statistiek;

8° het aantal woningen ingeschreven in het bevolkingsregister.

§ 2. Er worden drie categorieën van gemeenten vastgesteld :

- in de categorie 1 worden de gemeenten opgenomen met een bevolking gelijk aan 20 000 inwoners en meer;
- in de categorie 2 worden de gemeenten opgenomen met een bevolking tussen 10 000 en 20 000 inwoners;
- in de categorie 3 worden de gemeenten opgenomen met een bevolking gelijk aan 20 000 inwoners en minder.

§ 3. Voor de criteria 1° tot en met 7° van artikel 3, § 1, wordt onder "gemiddeld minimumpercentage" het resultaat verstaan van het rekenkundige gemiddelde van de percentages van de gemeenten in het Waalse Gewest.

§ 4. Overeenkomstig artikel 6, tweede lid, van het decreet komen in aanmerking voor de subsidie van het plan :

- alle gemeenten uit categorie 1;
- de gemeenten uit categorie 2 die het gemiddelde minimumpercentage bereiken voor minstens één van de criteria opgesomd in § 1;
- de gemeenten uit categorie 3 die het gemiddelde minimumpercentage bereiken voor minstens twee van de criteria opgesomd in § 1.

§ 5. Ter uitvoering van de artikelen 2 en 3 van het decreet kunnen aan elkaar grenzende gemeenten in een samenhangend samenwerkingsverband stappen en een ontwerp-plan voorstellen. Elke in aanmerking komende gemeente kan een buurtpreventieplan voorstellen waarbij één of meerdere niet in aanmerking komende gemeenten betrokken worden. Door zich bij een plan te betrekken worden laatstgenoemden geacht van het voordeel van de progressieve uitstapregeling bedoeld in artikel 17 van het decreet afgezien te hebben.

Art. 4. Ter uitvoering van artikel 7 van het decreet wordt het ontwerp-plan verwezenlijkt door het college van burgemeester en schepenen van de betrokken gemeenteoverheden en wordt het overgemaakt aan de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden tegen uiterlijk 30 april van het laatste jaar van tenuitvoerlegging van het plan.

Art. 5. Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden bepaalt de Regering de lijst van de plannen waarvan de tenuitvoerlegging gesubsidieerd wordt en het bedrag van de subsidie voor de drie jaar overeenkomstig artikel 8 van het decreet.

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden geeft aan elke gemeente kennis van de beslissing om de subsidiëring te aanvaarden of te weigeren tegen uiterlijk 30 september van het laatste jaar van de periode van drie jaar die voorafgaat aan de datum waarop het vooropgestelde plan uitwerking heeft.

Art. 6. Ter uitvoering van artikel 9 van het decreet nemen de gemeente of de gemeenteoverheden deel aan de medefinanciering van het plan ter hoogte van 25 % van het subsidiebedrag dat ze krijgen.

De als subsidie toelaatbare kosten worden gevormd door de toegelaten kosten opgenomen in de lijst van bijlage 2.

HOOFDSTUK IV. — *Werking*

Art. 7. De projectleider, met nuttige ervaring op preventiegebied, neemt het dagelijks beheer van het project op zich, met inachtneming van de doelstellingen omschreven in artikel 3 van het decreet.

Alle actoren werken met inachtneming van het deontologisch handvest uitgewerkt overeenkomstig het model vastgesteld zoals in bijlage 3.

Overeenkomstig artikel 12, zevende lid, van het decreet lichten de gemeenteoverheden de Interdepartementale Directie Sociale Integratie en het Directoraat-generaal Plaatselijke Besturen in over de datum van vergadering van de commissie buurtpreventie, minstens vijftien dagen vóór die vergadering belegd wordt.

HOOFDSTUK V. — *Evaluatie*

Art. 8. Het verslag van het college van burgemeester en schepenen van de betrokken gemeenteoverheden, zoals bepaald bij artikel 13 van het decreet, wordt goedgekeurd door de raad van die overheden en wordt overgemaakt aan de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden tegen 31 maart van het jaar volgend op het jaar waarin de geëvalueerde acties ten uitvoer worden gelegd. Het financieel verslag dat bij het verslag van het college gevoegd wordt, geeft een gedetailleerd overzicht over de vastgelegde toelaatbare uitgaven en over de middelen uitgetrokken voor de acties van de betrokken gemeenteoverheden en de overeenkomstig artikel 4 van het decreet betrokken diensten en instellingen.

Het model van verslag wordt voorgesteld in bijlage 4.

Art. 9. Ter uitvoering van artikel 15 van het decreet wordt de Interdepartementale Directie Sociale Integratie in overleg met het Directoraat-generaal Plaatselijke Besturen, die de bestuurlijke en financiële controle op zich neemt, belast met het opstellen van een jaar- en eindverslag voor de evaluatie van het plan van elke betrokken gemeente, op grond van de documenten die overeenkomstig artikel 8 zijn overgemaakt.

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden is ermee belast een jaarverslag op te stellen over het geheel van de gesubsidieerde plannen en het aan de Regering voor te stellen.

HOOFDSTUK VI. — *Slachtofferhulp in de politiezones*

Art. 10. Niettegenstaande de erkenning door de Waalse Regering verleent de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden de gemeente van de betrokken politietoneel die het hoogste aantal inwoners vertoont, een forfaitaire jaarlijkse subsidie die de gemeente toegewezen zal worden voor de loon- of bezoldigingslast van de persoon belast met de begeleiding van de lokale politiediensten en de verbetering van de eerstelijnsopvang ten behoeve van de slachtoffers in de politietoneel.

Die persoon kan opgenomen worden in de administratieve en logistieke formatie van de lokale politie en zal met inachtneming van de omzendbrieven OOP15ter en PLP 10 werken.

Die persoon voert de titel van criminoloog, socioloog, psycholoog of maatschappelijk assistent.

Bij gebreke van instemming van de gemeente die het hoogste aantal inwoners vertoont, wordt de subsidie toegekend aan een andere gemeente van de zone die zijn instemming verleent, met voorrang aan de gemeente die na de weigerende gemeente het hoogste aantal inwoners vertoont.

De gemeenten van de zone komen overeen wat betreft het gebruik van de diensten van de maatschappelijk werker bedoeld in het eerste lid, evenals wat betreft de overname van de werkingskosten betreffende die persoon.

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden wijst per provincie de maatschappelijk werker(s) bedoeld in het eerste lid aan, die de globale coördinatie inzake slachtofferhulp voor het betrokken provinciegrondgebied op zich zal/zullen nemen.

De subsidie wordt in de loop van het eerste kwartaal van elk jaar uitbetaald.

HOOFDSTUK VII. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 11. In afwijking van artikel 3, § 1, en voor de oproep tot de indiening van projecten met betrekking tot de jaren 2004-2007 worden de criteria bedoeld bij artikel 6, eerste lid, 1^o tot en met 8^o, van het decreet voor het grondgebied van elke gemeente verkregen door de berekening bepaald in § 1 van artikel 3, doorgevoerd op grond van de laatst beschikbare gegevens van het vierde kwartaal van het jaar 2002.

Art. 12. Dit besluit treedt in werking de dag van diens bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 13. De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 4 december 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL

**ONTWERP-PLAN
BUURTPREVENTIE**

2004 - 2007

Identificatiedocument Nr. 1

Naam gemeente(n) :

.....

**Dit document dient voorgelegd te worden aan het college van
burgemeester en schepenen en tegen 31 januari 2004 in drie exemplaren
gericht te worden aan het kabinet van Minister Charles MICHEL**

rue des Brigades d'Irlande 2
5100 Jambes

*Formulier verkrijgbaar via e-mail bij de interdepartementale directie sociale integratie waar
ook elke inlichting verkregen kan worden :*
Tel. : 081-32 84 50 - Fax : 081-32 84 79 - E-mailadres : diis@mrw.wallonie.be

1. Identificatiefiche ontwerp-plan buurtpreventie**1.1. Gemeente/Stad :**

Met totstandkoming van een geïntegreerd sociaal plan in 2003 : Ja/Nee

Adres :

Telefoon :

Fax :

E-mailadres :

1.2. Erbij betrokken gemeente(n) :

- Gemeente :

In aanmerking komend : Ja/Nee

- Gemeente :

In aanmerking komend : Ja/Nee

- ...

1.3. Projectleider van het buurtpreventieplan (1) :

Naam, voornaam :

Adres :

Telefoon :

Fax :

E-mailadres :

1.4. Gemachtigde van het of de college(s) van burgemeester en schepenen - toekomstige voorzitter van de commissie buurtpreventie :

Naam, voornaam :

Adres :

Telefoon :

Fax :

E-mailadres :

1.5. Verantwoordelijke(n) voor de sociale coördinatie van het/de O.C.M.W.(s) - toekomstig lid/toekomstige leden van de commissie buurtpreventie :

Naam, voornaam :

Adres :

Telefoon :

Fax :

E-mailadres :

1.6. Leden van het samenwerkingsverband - toekomstige leden van de commissie buurtpreventie :

| Instelling | Naam, voornaam | Adres | Telefoon | Fax | E-mailadres |
|------------|----------------|-------|----------|-----|-------------|
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |

(1) Afkomstig van gemeente- of O.C.M.W.-personeel.

2. Analyse en methodologie

2.1. Analyse :

2.1.1. In te vullen behoeften (omschrijf de situatie die u ertoe leidt een ontwerp-plan buurtpreventie in te dienen en de behoeften waaraan door het plan voldaan moet worden) :

.....

2.1.2. Beschikbare middelen (omschrijf de beschikbare middelen en de positieve punten die onderstreept kunnen worden) :

.....

2.2. Methodologie (omschrijf de vooropgestelde methodologie om de bestudering van de behoeften, de analyse van de beschikbare en materiële en menselijke middelen en van de middelen tegenover de inkomsten te verfijnen) :

.....

3. Voorstelling van het ontwerp-plan buurtpreventie

Het plan beoogt de coördinatie, de samenhang en de aaneenschakeling van alle uitgewerkte projecten (art. 3 van het decreet).

3.1. Hoofdpijnen (omschrijf de hoofdpijnen waarin het ontwerp-plan buurtpreventie kadert) :

- Hoofdpijn 1 preventie van groeiende bestaansonzekerheid, armoede en uitsluiting
- Hoofdpijn 2 vermindering van risico's van drugsverslaving
- Hoofdpijn 3 het sociale, intergenerationale en interculturele weefsel
- Hoofdpijn 4 preventie van criminaliteit en bijstand aan slachtoffers

3.2. Omschrijving van het ontwerp-plan buurtpreventie :

3.2.1. Doelstellingen op korte termijn :

.....

3.2.2. Doelstellingen op lange termijn :

.....

3.2.3. Omschrijving van het globale project (max. tien regels) :

.....

3.3. Doelgroep(en) (omschrijf de doelgroep die het ontwerp-plan beoogt) :

.....

3.4. Verwachte weerslag op doelgroep(en) (graag per doelgroep omstandig omschrijven in voorkomend geval) :

.....

- 3.5. **Weerslag op werkgelegenheid** (aangeven welke impact het plan zal hebben in termen van [on]rechtstreekse jobcreatie) :

- 3.6. **Tijdschema** (de termijnen voor elke etappe van de uitvoering van het plan nauwkeurig omschrijven en illustreren aan de hand van een tijdslijn) :

- 3.7. **Evaluatie-indicatoren** (gelieve de vooropgestelde indicatoren uiteen te zetten, bijvoorbeeld: aantal deelnemers, verwezenlijking van activiteiten, deelname van partners aan het project, de buurten dynamisch met elkaar verbinden, zelfstandigheidsbesef bijbrengen aan doelgroep) :

- 3.8. **Externe evaluatie** (wordt het plan op een andere manier geëvalueerd dan in bedoelde buurtpreventiecommissie ? Indien ja, door wie (persoon of instelling) zal de evaluatie worden verricht en met welke evaluatie-instrumenten ? Leg uit :) :

4.1 Voorstelling van de projecten buurtpreventieplan (art. 3 van het decreet)

Gelieve het schema te volgen voor elk project dat voorgesteld wordt in het kader van het buurtpreventieplan :

- 4.1. **Project 1 :**
 - 4.1.1. **Naam project :**
 - 4.1.2. **Hoofddlijn** (met welke hoofddlijn heeft het project te maken ?) :

 - 4.1.3. **Operationele doelstellingen** (van het project) :

 - 4.1.4. **Omschrijving project** (maximum 5 regels) :

 - 4.1.5. **Omschrijving doelgroep(en)** (wijk, leeftijd, aantal, oorsprong of nationaliteit) :

 - 4.1.6. **Tijdschema** (welke termijnen worden vastgesteld voor elke etappe van het project) :

 - 4.1.7. **Betrekking(en) toegewezen aan het project :**

 - 4.1.8. **Partner betrokken bij project** (duidelijk aangeven en aangeven in welke mate hij erbij betrokken is) :

4.2. **Project 2** (voor alle navolgende projecten, werken zoals voor project 1) :

.....

4.2.1. **Naam van het project**

4.2.2. **Hoofdlijn** (aangeven met welke hoofdlijn(en) het project verband houdt)

4.2.3. ...

4.3. **Project 3** :

...

5. **Financieel plan van het ontwerp-plan buurtpreventie⁵**

Onder 5.1 de totaal geraamde begroting aangeven die vrijgemaakt wordt voor het ontwerp-plan buurtpreventie voor de periode 2004-2007, maar vanaf punt 5.2 en alle navolgende punten enkel de bedragen voor 2004 opgeven :

5.1. **Globaal geraamde begroting 2004-2007 :**

| OMSCHRIJVING | BEDRAG |
|---|--------|
| De totale begroting van het buurtpreventieplan bedraagt | |

5.2. **Globaal geraamde begroting 2004 :**

| OMSCHRIJVING | BEDRAG |
|---|--------|
| De totale begroting van het buurtpreventieplan voor 2004 bedraagt | |

5.3. **Geraamde tabel personeelskosten voor 2004 :**

| OMSCHRIJVING | BEDRAG |
|--|--------|
| Totaalbedrag personeelskosten | |
| Totaalbedrag PWA-premies of andere gelijksoortige subsidies (van voorgaand bedrag aftrekken) | |
| TOTAAL PERSONEELSKOSTEN (1) | |

5.4. **Geraamde tabel werkingskosten 2004 :**

| OMSCHRIJVING | BEDRAG |
|---|--------|
| Telefoon, port- en verzendingskosten, kleine kantoorbenodigdheden, animatiekosten, huur vergader- en werkruimte, onderhoud en lasten, secretariaatskosten, reiskosten, aankoop documentatie, opleidingskosten, varia,.... | |
| TOTAAL WERKINGSKOSTEN (2) | |

5.5. **Geraamde tabel infrastructuurkosten voor 2004 :**

| OMSCHRIJVING | BEDRAG |
|--|--------|
| Aankopen, werkzaamheden en materiaal voor restauratie, uitrusting met materieel, andere aankopen,... | |
| TOTAAL INFRASTRUCTUURKOSTEN (3) | |

5.6. Globaal geraamde begroting 2004 :

| OMSCHRIJVING | BEDRAG |
|---|--------|
| Totaal personeelskosten, werkingskosten, infrastructuurkosten en andere kosten (1+2+3) | |

(1) *Gelieve te noteren dat het bedrag onder 5.6 hetzelfde dient te zijn als het bedrag aangegeven op de eerste lijn van punt 5.2 (totale begroting buurtpreventieplan).*

Eventuele opmerkingen**6. Handtekeningen**

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2003 tot uitvoering van het decreet van 15 mei 2003 betreffende de buurtpreventie in de Waalse steden en gemeenten.

Namen, 4 december 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL

BUURTPREVENTIEPLAN**VERANTWOORDING EN TOELAATBAARHEID VAN DE UITGAVEN VOOR DE GEMEENTEN**

Het uitvoeringsbesluit van het decreet van 15 mei 2003 betreffende de buurtpreventie in de Waalse steden en gemeenten bepaalt dat de gemeente zich ertoe verbindt aan de medefinanciering van het project ter hoogte van 25 % van het door het Waalse Gewest toegekende bedrag deel te nemen.

De uitgaven van de lasten die verbonden zijn aan de gewone werking van het gemeentebestuur worden daar niet bij gerekend.

Het college van burgemeester en schepenen richt aan het Directoraat-generaal Plaatselijke Besturen via het door dat bestuur opgestelde formulier een financieel verslag/schuldverklaring gestaafd aan de hand van de stukken die het gebruik van de subsidie verantwoorden.

De stukken ter verantwoording van de personeelskosten zijn de attesten van de gemeenteontvanger met betrekking tot de uitbetaling van het loon of tot de PWA-overname die in het kader van het project gekregen is.

De stukken ter verantwoording van de werkings- en investeringskosten zijn de beslissingen tot gunning van de overheidsopdrachten of de facturen, kastickets, vervoerbewijzen, borderellen.

De inventaris van de genummerde verantwoordingsstukken wordt door de gemeenteontvanger of de gemachtigde ambtenaar eensluidend verklaard; indien er geen inventaris of nummering bestaan, wordt elk verantwoordingsstuk eensluidend verklaard door de gemeenteontvanger of de gemachtigde ambtenaar.

1. PERSONEELSKOSTEN

De kosten betreffende de personen die specifiek in dienst zijn genomen voor de verwezenlijking van het project kunnen worden overgenomen.

Die lonen worden verantwoord aan de hand van een attest van de gemeenteontvanger met betrekking tot de uitbetaling van het loon; of van een attest van de gemeenteontvanger met betrekking tot de ge-co-overname gekregen in het kader van het project...

Een aandeel van de wedde van de ambtenaren belast met de normale werking van het gemeentebestuur kan niet worden overgenomen, behalve indien het ambtenaren betreft die aangesteld zijn als behandelend personeelslid in het kader van het plan.

Wat betreft de hulppersoneelsleden : een schuldverklaring met de volledige referenties van de persoon, het type prestaties, de plaats en de uren van de prestatie, het uur- of maandloon, het totaal gekregen bedrag en betaalwijze (PWA-cheque, bankcheque, overschrijving, enz.) en de vermelding "oprecht en echt verklaard" en ondertekend door alle partijen.

Voor de studenten : een behoorlijk opgestelde overeenkomst, en de betaalbewijzen in de vorm van een ontvangstbewijs of een loonafrekening, met de exacte en volledige adresgegevens van alle partijen.

2. WERKINGSKOSTEN

De werkingskosten worden overgenomen voorzover zij rechtstreeks verband houden met de verwezenlijking van het project.

De telefoonkosten

De kosten met betrekking tot de telefoongesprekken worden in rekening genomen op grond van de door Belgacom opgestelde facturen, evenals van de facturen met betrekking tot de GSM-abonnementen (omstandig opgegeven per personeelslid).

Indien er voor het plan geen specifieke telefoonlijn is geopend, moet de gemeenteontvanger een attest opstellen waarin de geraamde kost van de in het kader van het programma gevoerde telefoongesprekken opgenomen zijn.

Port- en verzendkosten

De port- en verzendkosten worden overgenomen op grond van een borderel waarop de poststempel en het bedrag van de transactie zichtbaar zijn (aankoop van postzegels, aangetekende zendingen, versturen van pakjes, taxi-post, enz.).

Kosten voor het huren van ruimte

De kosten betreffende de huur van werk-, vergaderruimte, enz. worden overgenomen op grond van een verklaring van de verhuurder waarin de kostprijs per uur of per dag van de huur vermeld wordt.

Het gebruik van lokalen die eigendom zijn van de gemeente, het O.C.M.W. of van elke vereniging die door het gemeentebestuur beheerd wordt, kan niet worden overgenomen.

Kosten voor onderhoud en lasten met betrekking tot de lokalen

De kosten voor onderhoud en lasten worden enkel overgenomen indien hun rechtstreekse aanwending duidelijk blijkt uit de facturen van erkende instellingen (gas, elektriciteit, water, enz.).

Animatiekosten

De kosten voor animatie, toezicht, opleiding en begeleiding worden overgenomen indien de daarmee belaste personen specifiek toegewezen zijn aan activiteiten die rechtstreeks verband houden met het project.

De kosten verbonden met de totstandkoming van de animatie worden verantwoord aan de hand van facturen, kastickets en andere toegangsbiljetten die eveneens als factuur dienen.

De restauratiekosten met betrekking tot de totstandkoming van het project worden overgenomen, alle personeelskosten uitgezonderd.

Reiskosten

De reiskosten van de deelnemers, de animatoren en elke andere interveniërende persoon worden overgenomen. Er wordt op gewezen dat enkel de kosten die verbonden zijn met de trein- en personenautoverplaatsingen in rekening gebracht kunnen worden en verantwoord dienen te worden ofwel door een reiskaartje (tramkaart, spoorbiljet, GO-PASS, enz.) ofwel door een verklaring op erewoord waarin bestemming, reden en kilometerafstand van de verplaatsing met de personenauto vermeld worden.

Woon-werkverkeer wordt niet in rekening genomen.

Er wordt geen enkel forfaitair bedrag verbonden met de reiskosten noch brandstofkosten in rekening genomen.

Indien er voor het buurtpreventieproject van een gemeente een wagen aangekocht wordt, worden de onderhoudskosten, de belastingen, de brandstoffen en de verzekeringen niet overgenomen.

Verzekeringskosten

De kosten voortvloeiend uit het afsluiten van verzekeringscontracten die noodzakelijk zijn om de acties in goede veiligheidsomstandigheden te laten plaatsvinden, worden aanvaard. Hier wordt eraan herinnerd dat voor de acties van korte duur enkel het gedeelte van de verzekeringspremie die overeenstemt met de periode waarin de actie plaatsvindt, in rekening genomen kan worden.

Documentatiekosten

De aankoop van boeken en allerhande documentaties zoals tijdschriften en kranten wordt overgenomen.

Secretariaatskosten

In navolging van de andere kosten worden de secretariaatsuitgaven omstandig opgevoerd en verantwoord.

De forfaitaire bedragen worden niet in rekening genomen.

3. INVESTERINGS- EN INFRASTRUCTUURKOSTEN

De investeringskosten voor herstelwerkzaamheden en benodigdheden voor de goede werking van het project worden in rekening genomen op voorwaarde dat de aannemers en leveranciers gekozen worden met inachtneming van de in de gemeenten gebruikelijke regels, inzonderheid de wetten en besluiten terzake van overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten.

De uitgevoerde werkzaamheden dienen verband te houden met de inrichting van de lokalen die rechtstreeks toegewezen worden voor de verwezenlijking van het gesubsidieerde project en die lokalen dienen toegewezen te blijven aan de verwezenlijking van het project.

Voor elke investering in infrastructuur dienen meerdere kostenramingen te worden gevraagd, die naderhand bij de eindfactuur dienen te worden gevoegd.

4. DIVERSE KOSTEN

Een bepaald aantal onvoorziene of buitengewone kosten kunnen opduiken tijdens de verwezenlijking van het project zonder dat ze op het budget zijn uitgetrokken.

Hun eventuele overname kan enkel worden beoordeeld op grond van de verantwoordingen die de projectleider uiteengezet heeft en na advies van de commissie buurtpreventie. Voor hun overname dient een schriftelijke aanvraag van de gemeente aan de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden te worden gericht.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2003 tot uitvoering van het decreet van 15 mei 2003 betreffende de buurtpreventie in de Waalse steden en gemeenten.

Namen, 4 december 2003.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ch. MICHEL

DEONTOLOGISCH HANDVEST BUURTPREVENTIE IN DE WAAELSE STEDEN EN GEMEENTEN

Dit deontologisch handvest is bestemd voor alle actoren en diensten die door de betrokken gemeentebesturen ingezet worden in het kader van het buurtpreventieplan of die, in het kader van het samenwerkingsverband bedoeld in artikel 12 van het decreet van 15 mei 2003 betreffende de buurtpreventie in de Waalse steden en gemeenten, hierna de interveniënten genoemd, meewerken aan de implementering van het decreet van 15 mei 2003 betreffende de buurtpreventie in de Waalse steden en gemeenten, met als opdracht het voorkomen van de maatschappelijke uitstoting in ruime zin door het voeren van een overkoepelend en aangepast buurtbeleid.

Dit deontologisch handvest vormt een gemeenschappelijk minimumkader dat door de interveniënten in acht dient te worden genomen. Onverminderd het gemeenschappelijk minimumkader kunnen de gemeenteoverheden op voorstel van de preventiecommissie bedoeld in artikel 12 van voornoemd decreet dat handvest verder aanvullen door rekening te houden met de toestand die hen eigen is.

Artikel 1. Onverminderd de deontologische regels die voor hun eigen beroep gelden, waken de interveniënten erover eveneens dit deontologisch handvest na te leven.

Art. 2. De interveniënten brengen een overkoepelend en aangepast buurtbeleid tot stand dat dient om de maatschappelijke uitstoting in ruime zin te voorkomen. De gevoerde acties dienen er eveneens toe te leiden dat elkeen in zijn eigen leefkader open kan bloeien. De maatschappelijke aanpak waarmee gewerkt wordt, biedt een globale en meervoudige blik op de complexiteit van naast elkaar bestaande samenlevingsverbanden bij de verschillende doelgroepen.

De interveniënten zien erop toe de acties voor te stellen die het meest kans op slagen hebben. Hun plicht bestaat erin, acties voorop te stellen die aangepast zijn aan en toegankelijk zijn voor de personen. De interveniënten handelen met respect voor ieders eigenheid en het zelfbeschikkingsrecht van elke doelgroep.

Elke actie die door een interveniënt gevoerd wordt, dient te worden opgevat rekening houdend met vier hoofdlijnen :

- de hoofdlijn "leefgemeenschappen";
- de hoofdlijn "bevolkingsgroepen";
- de hoofdlijn "individuen";
- de hoofdlijn "instellingen".

De hoofdlijn "leefgemeenschappen" : de acties van de interveniënt kunnen los staan van de contexten waarin hij handelt. Daardoor houdt hij rekening met alle potentiële actoren die op elkaar kunnen inwerken.

De hoofdlijn "bevolkingsgroepen" : de interveniënt staat rechtstreeks in contact met de bevolking. Zijn actie streeft ernaar autonome en/of zelfbeheerde projecten in een dynamiek van educatie en ontvoogding te steunen, te begeleiden maar ook te helpen verwezenlijken.

De hoofdlijn "individuen" : deze hoofdlijn is onthaal- en luistergericht. Als antwoord op de vragen die van de doelgroep uitgaan, kan er met een begeleiding aangevangen worden. Die begeleiding mag niemand brandmerken en kan enkel opgevat worden vanuit een globale aanpak die niet losstaat van de dagdagelijkse werkelijkheid. Die individuele begeleiding dient te worden opgevat als een aanpak die actieve deelname voorstaat en een pedagogisch karakter heeft met als doel de ontvoogding en de verzelfstandiging van de persoon.

De hoofdlijn "instellingen" : aangezien ze dicht bij de dagdagelijkse werkelijkheid staan, is het de rol van de interveniënten om de publieke, politieke, economische, culturele en sociale actoren erover aan te spreken en ervoor te sensibiliseren. De preventiecommissie maakt die mededeling en samenwerking tussen de verschillende actoren mogelijk.

Art. 3. De interveniënten mogen in geen enkel geval hun filosofische, religieuze of politieke overtuigingen aan de buurtpreventieplangerechtigden opleggen. Die overtuigingen mogen nooit in bekeringsjiver resulteren.

Met inachtneming van het belang, de rechten en verplichtingen, de behoeften, de mogelijkheden van de personen en van de vigerende wetsbepalingen waakt de interveniënt erover de beoefening van een actief burgerschap te respecteren en te begunstigen, wat betreft de fysieke, mentale, spirituele, morele en culturele openbloeiing van elkeen.

De uitdrukking van de ethische waarden van de gerechtigden dient te worden gerespecteerd behalve indien ze niet met de wet in ruime zin strookt.

Art. 4 De interveniënten hebben een permanente vormings- en informatieverleningsplicht.

Zij zijn het zich verplicht regelmatig hun praktische beroepsuitoefening in twijfel te trekken en waken erover ze aan te passen aan de evolutie van de kennis en de opvattingen.

Art. 5 De interveniënten onthouden zich van elk gedrag dat de geloofwaardigheid van hun functie tegenover de hulpgerechtigden schade zou kunnen toebrengen.

Art. 6 De interveniënten zijn verplicht om binnen de perken van het mandaat van de gebruiker, van de naleving van de wet en van het beroepsgeheim, samen te werken met elke persoon of dienst die voor eenzelfde situatie staat.

De samenwerking tussen alle actoren veronderstelt een onderlinge kennis van de diensten, hun doelstellingen, hun regelgevend kader, hun bevoegdheden en specificiteiten, evenals van de personen die in die diensten werken. De interveniënten zijn bijgevolg ertoe verplicht om die kennis tot stand te brengen via de noodzakelijke contacten om de samenwerking tussen diensten te begunstigen.

De samenwerking tussen de diensten veronderstelt de afbakening van en het respect voor de rol en de bevoegdheden van alle actoren, evenals een informatie-uitwisseling. Die uitwisseling dient te geschieden met samenwerking van de betrokken personen die terzelfde tijd hun centrale rol in de actie blijven spelen.

De interveniënten nemen een duidelijke houding aan tegenover de situatie en de andere interveniënten. Zij zijn verplicht om te informeren naar de reeds ondernomen acties en de keuzen na te leven die gemaakt zijn door vorige interveniënten zonder noodzakelijkerwijs aan die keuzen gebonden te zijn voor de toekomst.

De samenwerking tussen de diensten en de interveniënten moet het zoeken naar de meest doeltreffende, eenvoudigste en het dichtst bij de betrokken personen staande oplossing mogelijk maken.

De samenwerking veronderstelt ook dat de band die gecreëerd is tussen een hulpgerechtigde en een dienst of een interveniënt aan wie hij zijn vertrouwen heeft geschonken, nageleefd wordt.

Art. 7 De praktische beroepsuitoefening door de interveniënten kadert geenszins in een context van sociale controle.

Onverminderd de bepalingen van artikel 12 kan geen enkele inlichting van welke aard ook in verband met zijn persoon, zijn gezondheidstoestand, zijn gezinsleven, zijn schoolbezoek, zijn beroeps- of economisch leven, zijn ethnische afkomst, zijn religieuze, filosofische overtuiging verspreid worden. Dergelijke inlichtingen kunnen enkel

worden medegedeeld aan personen die tot het beroepsgeheim verplicht zijn indien de mededeling ervan noodzakelijk wordt gemaakt door de doelstellingen van de ondernomen actie en indien de gerechtigde of, in voorkomend geval, zijn wettelijke vertegenwoordigers er op voorhand kennis van genomen hebben.

De identiteit van de interveniënten die in het bezit zijn van elke inlichting van persoonlijke aard in verband met een gerechtigde dient laatstgenoemde of, in voorkomend geval, zijn wettelijke vertegenwoordigers ter kennis worden gebracht.

De interveniënten delen de gerechtigden de inlichtingen mee die op hen betrekking hebben, ofwel op hun verzoek ofwel als de interveniënten oordelen dat die mededeling de openbloeiing van de gerechtigden kan bevorderen. De interveniënten waken erover dat de inlichtingen worden overgemaakt op een wijze die de gerechtigde niet ernstig verstoort.

De persoonlijke inlichtingen betreffende andere personen die betrokken zijn bij de aan de gerechtigde verleende hulp kunnen enkel medegedeeld worden indien laatstgenoemde ermee instemt en indien die mededeling met de daadwerkelijk verleende hulp overeenstemt.

Art. 8 De interveniënten vergewissen zich ervan dat de gerechtigde of diens vertegenwoordigers met kennis van zaken de noodzaak, de aard en het doeleinde van de acties, en van de gevolgen ervan beoordelen en dat ze hun rechten bijgevolg te gelde kunnen laten maken.

Zij zijn ertoe verplicht hun voorstellen en beslissingen in verband met die hulp in een taal om te zetten die begrijpelijk en leesbaar is, waarmee de overwegingen in feite en in rechte die daar grondslag aan geven, onder voorbehoud van de naleving van het beroepsgeheim en van andermans privé-leven vermeld worden.

De hulpgerechtigde heeft recht op een volledige informatieverlening wat betreft de materiële, medische en psychosociale hulp waarvoor hij in aanmerking zou kunnen komen, inzonderheid naar gelang van de huidige kennisstand en de huidige stand inzake de vigerende wetten.

Art. 9 Om de gemeenteoverheden bij te staan in de uitwerking van het buurtpreventieplan, analyseert de interveniënt de lokale behoeften inzake het voorkomen van maatschappelijke uitstoting.

Hij waakt erover zich van zijn persoonlijke mogelijkheden, van zijn professionele beperkingen bewust te worden en in de mate ervan te handelen.

Indien hij met een situatie te maken heeft die de gezondheid, de veiligheid of de bestaansvoorwaarden van een persoon ernstig kan bedreigen of indien hij oordeelt dat hij die situatie niet echt meester kan worden, heeft hij de plicht zich tot andere interveniënten te wenden wier actie beter geschikt is of, in voorkomend geval, tot de bevoegde overheden.

De interveniënt is ertoe verplicht de gerechtigde daarover te informeren.

Art. 10 De interveniënten moeten het beroepsgeheim naleven. Daaronder wordt verstaan dat ze een verplichting hebben jegens de hulpgerechtigde waarbij het vertrouwen dat laatstgenoemde van de interveniënten en diensten mag verwachten, gewaarborgd wordt. In geen enkel geval mag het dienen om de interveniënt zelf te beschermen.

De interveniënt is tot het beroepsgeheim verplicht wat betreft de inlichtingen die hem ter kennis worden gebracht, de initiatieven die hij moet nemen in het kader van de verzoeken om hulp die aan hem gericht worden en de inhoud van de dossiers.

Hij waarborgt meer bepaald dat geheim in verband met de organisatie van acties, hun strekking en wat eruit voortvloeit. Hij waarborgt eveneens het geheim van elke briefwisseling die verzonden wordt in het kader van zijn acties.

Indien hij als getuige in rechte opgeroepen wordt, is het de zorg van de interveniënt om het belang van de gerechtigde(n) te beschermen.

Met het oog op hulpverlening kan de interveniënt samenwerken met andere personen of diensten telkens als dat vereist wordt door de gerechtigde van die actie. Die samenwerking dient de gerechtigde van de actie ter kennis worden gebracht. Zij moet worden uitgeoefend in alle discretie en laat enkel de uitwisseling van feiten en inlichtingen die voor de overname onontbeerlijk zijn, toe.

Mocht de interveniënt in de onmogelijkheid verkeren om persoonlijk voor de belangen of de veiligheid van de hulpgerechtigde, diens gezin of derden, die ernstig bedreigd worden, op te komen, kan de interveniënt de staat van noodzakelijkheid invoeren om de nodige inlichtingen aan de bevoegde overheden over te maken.

Indien de interveniënt voor onderwijs- onderzoeks- of informatieverleningsdoeleinden ertoe geleid wordt inlichtingen over de gerechtigden te gebruiken of over te maken, is hij ertoe verplicht de anonimiteit en de naleving van het privé-leven wat hen betreft te waarborgen.

Art. 11 Ten opzichte van het privé-leven dienen de interveniënten zich ervan te onthouden deel te nemen aan of bij te dragen tot de verspreiding of de publicatie van inlichtingen door middel van informatiedragers van ongeacht welke aard die de identificering van de hulpgerechtigden mogelijk zou kunnen maken.

Daarvan kan enkel worden afgeweken indien dat verantwoord wordt door het belang van de persoon en met diens instemming, indien hij in staat is om daarover te oordelen, of, in het tegenovergestelde geval, van hen die zijn persoon leiden.

Art. 12 De werkgever of diens gemachtigde moeten zich ervan vergewissen dat de houding van de door hem tewerkgestelde personen niet van aard is de hen toevertrouwde hulpgerechtigden te schaden.

Elke interveniënt die al dan niet in dienst genomen is in het kader van een arbeidsovereenkomst, dient als zijnde van goed zedelijk gedrag erkend te zijn en moet daar het bewijs van voorleggen.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2003 tot uitvoering van het decreet van 15 mei 2003 betreffende de buurtpreventie in de Waalse steden en gemeenten.

Namen, 4 december 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL

Buurtpreventieplan 2003

Evaluatieverslag van de gemeente(n)

.....

Document invullen en terugsturen in drie exemplaren tegen ... aan
kabinet van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
rue des Brigades d'Irlande 2, te 5100 Jambes

BUURTPREVENTIEPLAN

8. IDENTIFICATIE VAN DE GEMEENTE(N)

Gemeente :

Postcode :

Provincie :

Arrondissement :

Aantal inwoners :

Indien meerdere gemeenten samen een plan ten uitvoer leggen, moeten bovenstaande gegevens voor elke deelnemende gemeente opgegeven worden.

9. IDENTIFICATIE VAN DE ACTOREN VAN HET PLAN

Voorzitter, gemachtigde(n) van het/één van de college(s) :

Ondervoorzitter, gemachtigde(n) van het/één van de O.C.M.W.'s :

Projectleider :

Opleiding :

Functie :

Datum van indienstneming :

Adres :

Telefoon :

Fax :

E-mail :

10. SAMENWERKINGSVERBAND

| Naam en adres van samenwerkingsverbandlid | Naam verantwoordelijke | Voorwerp van het samenwerkingsverband dat via het plan ten uitvoer wordt gebracht |
|---|------------------------|---|
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

11. OPDRACHTEN OMSCHREVEN IN HET PLAN

Actie 1 :

Actie 2 :

Actie 3 :

...

12. METHODOLOGIE OMSCHREVEN IN HET PLAN

...

13. EVALUATIE VAN DE ACTIESActie 1 :

— De actie beoogt :

- aan de behoeften te voldoen inzake de preventie van groeiende bestaansonzekerheid, armoede en uitsluiting;
- aan de lokale behoeften te voldoen inzake het terugdringen van de risico's verbonden met drugsverslaving;
- de maatschappelijke, intergenerationele en interculturele banden hechter te maken;
- aan de lokale behoeften te voldoen inzake de preventie van delinquentie en slachtofferhulp.

— Omschrijving :

— Partners :

— Beoogde doelgroep :

Totaal aantal personen :

Type doelgroep (leeftijdscategorie, statuut, afkomst,...) :

- In welke mate zijn de doelstellingen bereikt ?.....
- Welke moeilijkheden zijn er gerezen bij de implementering van de actie ?.....
- Hoe is aan die moeilijkheden het hoofd geboden ?.....
- Indien bepaalde doelstellingen niet zijn bereikt, waarom niet ?.....
- Wordt de actie eventueel een andere oriëntatie gegeven, indien ja waarom ? :.....

Actie 2 :

Idem

Actie 3 :

Idem

14. HANDTEKENINGEN

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2003 tot uitvoering van het decreet van 15 mei 2003 betreffende de buurtpreventie in de Waalse steden en gemeenten.
Namen, 4 december 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL

De Gemeentesecretaris(sen),

De Burgemeester(s)